

## L'Été des coups bas<sup>1</sup>

« Notre modèle de société qui associe développement économique et forte protection sociale risque d'être détruit. Demain, l'éducation de nos enfants, nos soins de santé et nos pensions pourraient ne plus être garantis par l'Etat. Le financement de la sécurité sociale n'est plus une chose acquise. Contrairement à ce que certains affirment, on ne peut pas à la fois garantir une haute protection sociale et éviter aux hauts revenus de contribuer plus justement à son financement. » C'est par cette mise en garde que le président du Parti socialiste, Elio Di Rupo s'adressait aux électeurs. C'était en 2003.

Et aujourd'hui, quoi de neuf, docteur ? Pour l'heure, une brève cure de repos pour les ténors de la politique belge. Moment de détente ou nième veillée d'armes ? Après plus d'un an de crise politique et de tentatives ratées pour former un gouvernement fédéral appelé à gérer les effets de la crise systémique du capitalisme spéculatif, Le Roi a laissé Elio Di Rupo en selle. Vacances jusqu'au 15 août. Les négociations reprendront à 8 sur la base d'une note du formateur, acceptée comme base de discussion par les leaders de huit partis qui, s'ils se sont tous promis d'œuvrer dans la discrétion, tirent dans tous les sens, que ce soit sur les questions socio-économiques ou sur BHV.

Pour l'heure, dans le calme relatif de cet été pluvieux, les héros fatigués sont partis se reposer après s'être livrés à d'ultimes palabres sur une méthode de travail (ce qui n'engage à rien) et sur un calendrier (ce qui sera plus difficile à respecter).

Les discussions reprendront donc le 16 août. Sans la N-VA qui boude et a annoncé qu'elle tirerait à vue du balcon. Et donc avec le PS, le MR, le CDH, Ecolo, côté francophone; le CD&V, l'Open VLD, le SP.A et Groen!, côté néerlandophone.

Pour négocier quoi ? Comme le CD&V l'exigeait, la question de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde sera traitée en priorité. Les autres, côté francophone, font la gueule mais ont voulu que les questions liées à la loi de financement et à l'autonomie fiscale ainsi qu'aux transferts de compétences soient traitées en parallèle. Et puis, il y aura les questions économiques et sociales, à propos desquelles, (comme sur tout d'ailleurs), chacun fourbit ses amendements.

Bref, tout reste à faire. Résumons. Comme les commentateurs le répètent au fil des mois, rien de fondamental ne s'est vraiment passé depuis des mois. Du moins est-ce le sentiment qui prévaut. La version officielle édictée par les éditorialistes, en quelque sorte. Et pourtant...

A la veille de la trêve, le formateur Elio Di Rupo a osé cette énième généralité : « Tout le monde a pris ses responsabilités. Ce n'était facile pour personne. C'est la première fois que 8 partis s'engagent à réaliser les réformes indispensables et ne pas laisser le pays sans décision » Un pas historique, comme l'a clamé Joëlle Milquet. La fin de l'été sera chaude, du moins politiquement.

### Voter ou pas ?

Alors, un accord à tout prix ? Une petite musique médiatique serine depuis des mois que, face à l'impasse politique, la pire des choses serait de retourner aux urnes. Que les mêmes gagnants de juin 2010 seraient plébiscités. Bref, que le choix n'existe pas et, en clair, que le suffrage universel n'aurait plus de sens dans la Belgique d'aujourd'hui. Mesure-t-on assez la gravité de ce qu'implique une telle affirmation répétée à l'envi par la presse et la plupart des partis ? Ne signifie-t-elle pas avant tout la pauvreté du débat d'idées, l'absence de confrontation sur des programmes identifiés et des projets bâtis sur une vision claire de la réalité que vivent au jour le jour le pays et ses Régions, les difficultés que rencontrent leurs habitants ? Le chômage diminue-t-il ? Le pouvoir

---

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - août 2011.

d'achat s'améliore-t-il ? L'augmentation des salaires et une baisse des prix seraient-elles engagées ? Une réforme fiscale juste est-elle en cours ? Les services publics sont-ils renforcés ? La Belgique exige-t-elle de l'Europe qu'elle érige enfin en priorité absolue le sort des êtres humains et non plus celui des banquiers ? Pas du tout. « Les spéculateurs sont derrière la porte », a dramatisé le président du PS

Impuissance face à la spéculation, absence de projets alternatifs à la ligne suicidaire ultralibérale. Les budgets des Etats écrasés dans la main de fer de l'Europe ultralibérale. Et au bout du compte, perte de toute souveraineté nationale.

### **Rompre avec la doxa néolibérale**

«La désertion des citoyens est aussi largement imputable à des soi-disant « représentants » (élus ou candidats) qui, pour la plupart, ne proposent aucun projet de transformation sociale. La raison la plus triviale pour laquelle personne ne vote pour une autre société, c'est que la quasi totalité des partis progressistes – qui avaient porté le projet d'une autre société deux siècles durant – se sont convertis au culte de l'économie de marché et à la nouvelle doxa néolibérale. La maladie de la pensée (...) a contaminé autant les ex-progressistes que les néoconservateurs, si bien qu'il ne reste quasiment plus un seul grand parti politique qui s'oppose vraiment à la régression.»

Ces lignes, extraites d'un ouvrage publié en 2010 par Jacques Généreux, professeur de sciences politiques en France, ont été récemment rappelées par Nico Cué, secrétaire général de la Centrale Wallonne de la Métallurgie-FGTB

Il y aurait pourtant urgence à rompre avec les logiques imposées par les marchés financiers, celles qui, déjà, saignent à blanc les peuples grec, irlandais, espagnol ou portugais. Or, comment ne pas constater que l'avenir dessiné par la note du formateur, celle qui servira de base aux palabres de notre « G8 » national, promet un nouveau cycle « d'efforts » demandés à une majorité de Wallons, de Flamands et de Bruxellois ? Dans un texte cosigné par une série de personnalités des mondes syndical, politique et associatif, on pouvait lire ceci : «La note du formateur ne rompt pas avec la pensée unique. Elle fragilise le secteur des soins de santé. Comme le secteur public. De lourdes menaces pèsent sur les chômeurs. La liaison des allocations sociales au bien-être est reportée sine die. Les Régions sont mises en concurrence ... Le front commun syndical a rapidement dit son refus des pistes avancées par Elio Di Rupo : ' un document déséquilibré où les mesures sont claires pour les travailleurs, pourtant victimes de la crise, beaucoup moins pour les responsables de celle-ci, dont certains employeurs, aux abonnés absents' . » Ce qui n'a pas empêché les associations patronales et les partis de droite, alléchés par les ouvertures en leur direction, grisés par le jusqu'aboutisme antisocial des instances européennes et d'un Fonds monétaire international qui a installé ses quartiers sur le continent, d'en vouloir plus encore.

### **De l'OCDE au FMI**

La position commune des trois grandes organisations syndicales, pourtant un événement d'importance, n'a guère été évoquée que pour la forme par la presse. Lecteurs, auditeurs et téléspectateurs ont eu droit, comme en boucle, une fois à l'envers, une fois à l'endroit, aux litanies mille fois répétées des leaders politiques. Et pourtant... huit hommes et femmes d'un côté. Les représentants de millions de travailleurs et d'allocataires sociaux de l'autre : cherchez l'erreur...

C'est dans ce contexte que Bart De Wever a remis le feu. « La note ne respecte pas les recommandations européennes » a-t-il tonné. En la matière, les accointances avec les partis libéraux sont une fois de plus apparues au grand jour : « Il est nécessaire que tous les Etats, tous, respectent le programme de stabilité (les « devoirs » budgétaires que chaque pays présente à la commission, NDLR). D'où l'appel de la Banque centrale européenne à ce que l'Espagne et l'Italie fassent davantage d'efforts. La Belgique doit suivre son programme comme les autres : il faut se décider à adopter un budget pour 2012 ! C'est le challenge politique des mois qui viennent (...) Pour la Belgique, cela suppose non de lever de nouvelles taxes, mais d'abaisser les dépenses et réformer en profondeur, notamment notre système de retraite et de chômage. » Et au niveau européen, en application du Pacte euro + qui place les budgets nationaux sous contrôle et prive, dans les faits, les Etats de leur capacité de mener des politiques en phase avec les besoins populaires, « il faudra renforcer les capacités d'actions et de sanctions du Conseil (européen) et de la Commission » (Didier Reynders dans *Le Soir* du 6 août) On ne saurait

plus clairement signifier l'assujettissement des pays de l'Union aux marchés financiers, à ces spéculateurs qui dictent leur loi aux instances de l'Union européenne. « Il faudrait avancer la rentrée parlementaire », ont réclamé le Premier ministre des affaires courantes et son ministre des Finances. Notamment pour élaborer au plus vite un budget qui fera mal. A n'en pas douter, M. Leterme a accusé bonne réception des « recommandations » de l'OCDE, sorte de copier-coller des exigences de la Commission européenne ou du FMI. Dans la ligne de mire : l'indexation des salaires.

Le Premier ministre a aussitôt rappelé qu'une étude était actuellement en cours pour analyser ces mécanismes d'indexation. Et précisé : « A court terme, la situation économique est gérable mais il faudra voir où on en sera politiquement en septembre. Il faudra que le gouvernement ait plus de pouvoir pour mener les réformes structurelles dont parle l'OCDE. Il faudra obtenir la confiance du Parlement sur un programme ou un mini-programme de gouvernement et continuer à prendre des décisions. Mais, je le répète : si la situation l'exige, on le fera dans le cadre d'une négociation et d'une concertation poussée avec les groupes politiques au Parlement. Le budget 2012 est en cours d'élaboration actuellement au niveau administratif. Quoi qu'il arrive, je veux dire que le gouvernement en affaires courantes prendra ses responsabilités en septembre si la situation politique le demande. » En vue, les 22 milliards d'économie que la Commission européenne impose à la Belgique de faire d'ici 2015.